Confédération Nationale des Travailleur·euses - Solidarité Ouvrière
Fédération des Travailleur·euses de l'Education et de la Recherche
janvier 2022

COVID à l'école :

le gouvernement laisse flamber !

Alors que la sixième vague de Covid s'est enchainée directement à la cinquième, la sécurisation du système scolaire est toujours la grande absente des annonces sanitaires du gouvernement. Pourtant, l'épidémie n'a jamais été aussi présente chez les enfants et l'ampleur de la vague Omicron va nous confronter au minimum à des problèmes logistiques immenses.

Protocole sanitaire à l'école : une vaste pagaille !

Depuis septembre, le protocole sanitaire dans les écoles n'a cessé de changer, selon une logique obscure.

Sur l'abandon du port du masque, le gouvernement a dû rapidement faire machine arrière. Pour ce qui est des cas contacts à l'école en revanche, plus de fermeture au premier cas positif. Seuls les enfants positifs ou dont les parents refusent le test sont isolés. Pour les autres, il revient à leurs parents de les faire tester. Cette règle est **inefficace** : elle néglige complètement la période d'incubation du virus. Elle est **inégalitaire** car tous les parents n'ont pas les mêmes facilités à faire tester leurs enfants pour le retour en cours. Et elle est **incohérente** : les enfants cas contacts en dehors de l'école, eux, doivent bien respecter une période d'isolement de 7 jours. Un Covid contracté à l'école serait-il moins virulent qu'un Covid contracté à la piscine ?

Ce qui compte pour le gouvernement, ce n'est pas d'endiguer l'épidémie, c'est de garder les classes ouvertes ! Car on sait quel enjeu économique cela représente : il faut garder les enfants à l'école pour garder les parents au travail ! Après avoir ainsi fait baisser artificiellement le nombre de fermeture de classes, Blanquer pouvait tranquillement prétendre que la situation est sous contrôle !

Epidémie chez les enfants : le risque existe !

Malgré le déni persistant du ministre, **la circulation du virus en milieu scolaire est massive** et depuis le début de l'épidémie, les enfants n'ont jamais été autant exposés, en particulier en primaire. Avant les vacances le taux d'incidence chez les enfants de 6 à 10 ans avait ainsi dépassé 1000 pour 100000, soit deux fois la moyenne nationale d'alors ! A la faveur des vacances, ces taux ont baissé mais restent toujours très élevés.

Le gouvernement mise cyniquement sur l'absence massive de formes graves chez les jeunes, pourtant le nombre d'hospitalisations d'enfants est au plus haut depuis le début de la pandémie et des signaux dans d'autres pays doivent nous alerter sur une hausse des hospitalisations pédiatriques avec OMICRON. **La prudence devrait être de mise d'autant que l'on ne peut pas lutter contre l'épidémie en ignorant toute une classe d'âge**. Rappelons que, quand le taux d'incidence flambe, le risque de développer des variants explose aussi !

Priorité à l'éducation : oui mais pas dans n'importe quelles conditions !

Le gouvernement a donc décidé de laisser la garderie du MEDEF ouverte pour la rentrée mais pourra-t-elle fonctionner ? Rien n'est moins sûr ! En temps normal, les remplacements sont déjà un point noir en particulier dans le secondaire. Avant Noël, la situation était déjà tendue avec des milliers d'heures de cours non remplacées, on peut s'attendre à des dysfonctionnements majeurs avec des prévisions allant jusqu'au tiers des enseignant·es en arrêt maladie ! **Quel sens à l'éducation dans ces conditions ?**

La diffusion aérosol du virus fait aujourd'hui l'objet d'un consensus scientifique solide. Dans ce contexte, la dotation en masque des personnels est insuffisante et quasi inexistante pour les élèves. **Il est indispensable d'être doté·es des protections les plus efficaces avec des FFP2 distribués pour tous·tes**. Le **contrôle de l'aération et le renouvellement régulier de l'air** sont reconnus dans le protocole sanitaire de l'Éducation Nationale, comme « une des principales mesures collectives de réduction du risque de transmission du SARS-CoV-2 ». A ce titre, le ministère recommande de doter les établissements de capteurs de CO2 pour « évaluer facilement le niveau de renouvellement d'air » mais se décharge sur les collectivités de rattachement sans assumer un plan national d'équipement. **Au-delà de la mesure d'urgence de dotation en capteur CO2, nous revendiquons donc également une action plus globale sur la qualité de l'air et de la ventilation dans les établissements.**

Le déni et le mépris ça suffit : Blanquer doit répondre aux alerte répétées des personnels sur sa gestion catastrophique et répondre à la demande de plan d'urgence pour sécuriser le système scolaire. La CNT-SO appelle les personnels à se mobiliser, par tous les moyens, y compris la grève, pour l'obtenir !

La CNT-SO revendique une politique cohérente et plus que des effets d'annonce !

- **Un protocole à la hauteur de l'urgence !**
  - **Passage du système scolaire au niveau 4 du protocole sanitaire pour la rentrée.**
  - **Redéfinition claire et transparente du protocole avec des seuils d'application des différents paliers.**
  - **Définition nationale stricte des « cas contacts » jusqu'à la fin d'année scolaire (1 cas = fermeture de classe et dépistage).**
  - **Dépistages préventifs réguliers des élèves et personnels, en liaison avec les collectivités et les autorités de santé.**
  - **Campagne de vaccination prioritaire pour tous les élèves volontaires.**
- **Un vrai investissement dans la sécurisation matérielle des établissements !**
  - **Un plan pour la qualité de l'air : dotation de tous les établissements en capteurs CO2, équipement en systèmes de renouvellements et purification d'air, en priorité dans les locaux à risque (cantines, gymnases...).**
  - **Distribution gratuite de masques FFP2 pour tous les élèves comme les personnels.**
- **Une politique sociale et solidaire !**
  - **Abandon de toute application directe ou indirecte du pass sanitaire dans le champs scolaire et péri-scolaire.**
  - **Plan d'équipement informatique pour les élèves et personnels.**
  - **Indemnisation à 100% du congé garde d'enfant, de droit, pour les parents.**

La crise sanitaire a révélé des manquements invraisemblables dans tous les secteurs de l'éducation, conséquence d'années de choix politiques austéritaires. Il est temps de mettre en place un grand plan d'urgence pour l'école et de débloquer de vrais moyens, humains et matériels.

CNT-Solidarité Ouvrière
Éducation / Recherche

fede.educ.public@cnt-so.org

EducationCNTSO educationso www.cnt-so.org